

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 11/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALTOM

1 chemin des Domaines de Beaulieu
63000 Clermont-Ferrand

Références : 20230831-RAP-63-1103-Inspection-ISDND-SaintSauves.odt
Code AIOT : 0005601647

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/08/2023 dans l'établissement VALTOM implanté Lieu-dit Les Balusseaux 63950 Saint-Sauves-d'Auvergne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALTOM
- Lieu-dit Les Balusseaux 63950 Saint-Sauves-d'Auvergne
- Code AIOT : 0005601647
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'ISDND de Saint-Sauves et Saint-Sulpice est exploitée par le SMCTOM de la Haute Dordogne pour le compte du VALTOM, titulaire de l'autorisation. L'exploitation est régie par l'arrêté préfectoral n° 20211461 du 22 juillet 2021.

Le casier en cours d'exploitation est le casier 3.2.

L'exploitation du site est déléguée par le VALTOM au SMCTOM via une convention d'exploitation. Le SMCTOM représente 16 000 hab avec des augmentations significatives de la population en périodes touristiques. Il couvre 35 communes et 3 communautés de communes toutes comprises dans le Puy-de-Dôme. Il assure la collecte, le regroupement des déchets (réalisé sur l'ISDND de Saint-Sauves) puis le transport jusqu'à VERNEA pour les OMR et PAPREC au Brezet pour la collecte des déchets triés. Il dispose de 4 déchetteries plus une non-classée sur le site de Saint-Sauves.

La cessation de l'exploitation de l'ISDND de Saint-Sauves est intervenue le 31/12/2022, avec maintien du casier amiante. Le site est donc passé en suivi post-exploitation à compter du 01/01/2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Traçabilité des déchets (article R.541-45 du Code de l'environnement),
- Cessation d'activité de l'ISDND (article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2021),
- Passage en post exploitation (chapitre 8.6 et article 9.3.4 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2021),
- Contrôle du réseau de captation du biogaz (articles 3.2.1. et 10.2.1.1. de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2021),
- Fonctionnement des unités de traitement du biogaz et valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques (articles 3.2.2 et 10.2.1.1. de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2021),
- Données météorologiques – Bilan hydrique (article 10.2.5 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2021),
- Collecte des lixiviats (articles 4.3.2.1 et 4.3.8.2 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2021) ;
- Valeurs limites d'émission des eaux résiduelles (articles 4.3.9.1, 4.3.9.2, 10.2.2.1 et 10.2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2021),
- Bilan environnement annuel (article 10.4.1. de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2021),
- Les suites données aux autres constats relevés lors de l'inspection précédente du 05 octobre 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Fin d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 34	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Suivi post-exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 8.6.2	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
4	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement, article R.541-43	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Biogaz	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 10.2.1.2	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Bilan environnement annuel	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 10.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement, article R.541-45	/	Sans objet
5	Traitement des lixiviats produits par d'autres ISDND	Lettre du 17/05/2023, article S.O.	/	Sans objet
6	Contrôle du réseau de captation du biogaz	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 3.2.1. et 10.2.1.1.	/	Sans objet
7	Unité de traitement du biogaz	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 3.2.2 et 10.2.1.1.	/	Sans objet
9	Données météorologiques	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 10.2.5	/	Sans objet
10	Gestion des lixiviats produits sur site	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 4.3.2.1 et 4.3.8.2	/	Sans objet
11	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 4.3.9.1, 4.3.9.2, 10.2.2.1 et 10.2.2.2	/	Sans objet
13	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 28	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
14	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
15	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 32	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
16	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 7.2.5	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu de la fin d'exploitation des casiers de l'ISDND (hors amiante), le VALTOM doit mettre en place une couverture provisoire sur l'ensemble du casier 3 répondant aux dispositions de l'arrêté

ministériel du 15 février 2016. Il doit également transmettre un dossier de passage en post exploitation du site.

Le site de Saint-Sauves a été autorisé à traiter des lixiviats provenant de l'ISDND de La Taupe par lettre préfectorale du 20/10/2022, (autorisation prolongée jusqu'au 31/10/2023 par lettre préfectorale du 17/05/2023). L'inspection a montré que les dispositions imposées dans ce cadre étaient respectées. A noter cependant que la déclaration 2022 des émissions polluantes n'intègre pas les volumes de lixiviats traités en provenance de La Taupe.

S'agissant de la mise en place du RNDTS, et malgré la période de tolérance accordée par le ministère de l'Environnement jusqu'à mi 2023, le VALTOM ne s'est pas acquitté de ses obligations en la matière et doit donc transmettre dans les meilleurs délais les données 2022 (DND et amiante) et 2023 (amiante) par voie électronique au registre national.

Enfin, les travaux de renforcement des puits 4 et 6 n'ont toujours pas été réalisés alors que la campagne de mesure des émissions diffuses a montré des problèmes d'étanchéité en novembre 2022. Réglementairement, l'exploitant disposait de 6 mois pour procéder aux réparations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fin d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Couverture intermédiaire
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans objet
Prescription contrôlée : Tout casier est muni dès la fin de sa période d'exploitation d'une couverture intermédiaire dont l'objectif est la limitation des infiltrations d'eaux pluviales et la limitation des émissions gazeuses. Cette couverture est constituée d'une couverture minérale d'épaisseur de 0,5 mètre constituée de matériaux inertes d'une perméabilité inférieure à 1.10^{-7} m/s. La couverture intermédiaire est mise sur tout casier n avant la mise en exploitation du casier n + 2.
Constats : La fermeture du casier 3 est intervenue le 31 décembre 2022 marquant ainsi la fin d'exploitation de l'ISDND. La couverture intermédiaire n'a pas été mise en place à ce jour, seul un recouvrement de fines a été réalisé. Ceci est contraire aux dispositions de l'article 34 de l'AM du 15/02/2016 lequel prévoit la mise en place d'une couverture intermédiaire dès la fin de la période d'exploitation du casier. Par ailleurs, l'inspection du site a montré que la végétation s'était fortement développée sur le casier 3. L'exploitant doit, sous 3 mois, mettre en place une couverture intermédiaire répondant aux dispositions de l'article 34 de l'AM du 15/02/2016. Une étude de reconversion (reconstruction déchetterie, plate-forme biodéchets) du site est en cours. En parallèle, l'exploitant doit régulariser la situation administrative de la déchetterie du site (déclaration au titre de la rubrique 2710-2.b).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Suivi post-exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 8.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de suivi post-exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans objet
Prescription contrôlée: Dès la fin de l'exploitation d'un casier, un programme de suivi post-exploitation est mis en place. Ce programme permet le respect des obligations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• la clôture et la végétation présentes sur le site sont maintenues et entretenues ;• le contrôle des équipements de collecte et traitement du biogaz s'applique jusqu'au passage en gestion passive du biogaz ;• le contrôle des équipements de collecte et de traitement des lixiviats s'applique jusqu'au passage en gestion passive des lixiviats ; la surveillance des rejets dans le milieu, la surveillance de la qualité des eaux souterraines et le relevé topographique s'appliquent durant toute la période ;• la fréquence des contrôles prévue est adaptée selon les fréquences suivantes :<ul style="list-style-type: none">- volumes des lixiviats collectés : semestrielle ;- composition des lixiviats collectés : semestrielle ;- composition du biogaz CH₄, CO, CO₂, O₂, H₂S : semestrielle. (...)
Constats : Le site est passé en post exploitation à compter du 1er janvier 2023 (la date sera reprise dans le projet d'APC en cours). Cependant, le programme de surveillance n'a à ce jour pas été adapté.
L'exploitant doit fournir un dossier de passage en post exploitation avant le 31 décembre 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans objet
Prescription contrôlée: I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : Le n°SIRET du site est le 256 302 670 00045. S'agissant des DD produits sur site et de l'utilisation de TRACKDECHETS :

<ul style="list-style-type: none"> - les déchets de vidange du déboureur sont traités directement par VALVERT ; la dernière intervention date de 04/02/2022 avec émission d'un BSDD papier avec accès au VALTOM. TRACKDECHETS sera utilisé lors de la prochaine opération ; - les huiles de vidange des camions de collecte et de transfert sont collectées dans une cuve laquelle est vidangée par CHIMIREC. Pas d'opération récente et le SMCTOM n'a pas été en mesure d'indiquer la date de la dernière vidange. En tout état de cause, TRACKDECHETS sera utilisé lors de la prochaine opération ; - ISDND - Amiante : depuis fin 2022, tous les BSDA sont émis via l'application TRACKDECHETS. <p>Le registre des DD n'est pas tenu sur site mais archivé au siège du SMCTOM. Il n'a donc pas pu être présenté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.541-43
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats : L'ISDND de Saint-Sauves est concernée pour les apports effectués durant l'année 2022 pour les DND (fin d'exploitation du casier 3 au 31/12/2022) et pour 2022 et 2023 pour les déchets d'amiante liée.</p> <p>A ce jour, l'exploitant ne respecte donc pas ses obligations de transmission d'information au</p>

RNDTS.
L'exploitant doit prendre toutes ses dispositions pour remédier à cette situation dans un délai n'excédant pas 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Traitement des lixiviats produits par d'autres ISDND

Référence réglementaire : Lettre du 17/05/2023, article S.O.
Thème(s) : Risques chroniques, Lixiviats produit par l'ISDND de La Taupe
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Par lettre préfectorale en date du 20 octobre 2022 puis par lettre du 17 mai 2023, cette autorisation a été accordée jusqu'au 31 octobre 2023 sous réserve :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de veiller strictement à ne pas traiter plus de 10 tonnes par jours de lixiviats en provenance du site de La Taupe en adaptant le débit de pompage dans le bassin de stockage intermédiaire et en veillant à interdire tout apports successifs de 30 m³ dans un délai de moins de 3 jours ; • d'assurer une traçabilité précise des volumes de lixiviats qui seront apportés sur le site de Saint-Sauves d'Auvergne ; • d'adopter une fréquence mensuelle pour le suivi des rejets de l'ISDND de Saint Sauves, de sorte à suivre plus précisément le bon fonctionnement dans le temps de l'efficacité du charbon actif utilisé sur la station de traitement ; • d'informer immédiatement l'inspection de toute dérive constatée sur la qualité des effluents rejetés au milieu naturel • de respecter les dispositions prévues par l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 ;
<p>Constats : En 2022, 134,72 m³ de lixiviats provenant du site de La Taupe (autorisation à partir du 1er novembre) ont été traités sur le site pour un volume total de lixiviats traités s'élevant à 9 385 m³. Au 30/08/2023, 356, 28 m³ de lixiviats provenant du site de La Taupe ont été traités d'après le registre dédié.</p> <p>Au 30/06/2023 (dernières données disponibles sur le fonctionnement de la station de traitement - rapport SUEZ), 293,88 m³ avaient été traités durant 1777 heures de fonctionnement de la station), soit une moyenne d'environ 4 m³/ jour.</p> <p>25,34 tonnes (livraison la plus importante depuis le 01/11/2022) ont été apportées le 30/06/23, ce qui représente 7 % de la capacité totale de la lagune (350 m³). Le débit de traitement de la STEP était de 5,8 m³/h. Si la station avait fonctionné toute la journée (24h), cela correspondrait à 9,74 t/h. Or la durée de fonctionnement de la station est toujours inférieure à 24h (déclenchement par automatisme lié au niveau de la lagune).</p> <p>Par ailleurs, tous les apports depuis le 1er novembre 2023 sont espacés d'au moins 3 jours.</p> <p>Au 30/08/2023, 6 prélèvements des lixiviats rejetés avaient été effectués. La périodicité mensuelle a été globalement respectée, sauf pour janvier 2023 (pb suite à changement de prestataire). Le suivi de la qualité des lixiviats après traitement montre le respect des VL, même si une tendance à la hausse en COT, azote et quelques métaux (métaux totaux et pb) est observée.</p>

<p>Lors de l'inspection, les modalités des opérations de dépotage ont été présentées. Ces opérations se font dans un regard situé en amont de la lagune, avec un débit limité pour ne pas remettre les dépôts en suspension. Le fonctionnement de la station est suspendu le matin le jour de la livraison et remis en fonctionnement l'après-midi, le temps que la lagune soit stabilisée.</p> <p>Les dispositions imposées par courriers préfectoraux des 20 octobre 2022 et 17 mai 2023 sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Contrôle du réseau de captation du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 3.2.1. et 10.2.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Installation de traitement du biogaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.2.1. Installation de traitement du biogaz</p> <p>La ou les installations de destruction du biogaz sont conçues et exploitées afin de limiter les nuisances, risques et pollutions dus à leur fonctionnement. Le réseau de collecte de biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté.</p> <p>10.2.1.1. Biogaz capté</p> <p>L'exploitant effectue un contrôle mensuel de la composition du biogaz capté sur l'installation de stockage, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH₄, CO, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O à fréquence mensuelle, et semestrielle en post exploitation.</p> <p>L'exploitant fait procéder par un organisme extérieur compétent, à un contrôle de la qualité des rejets atmosphériques de la torchère en ce qui concerne les paramètres SO₂, CO annuellement.</p> <p>Les résultats de mesure exprimés en mg/m³ sont rapportés aux conditions normales de température et de pression ; température de 273 Kelvin pour une pression de 103,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11% sur gaz sec.</p> <p>Les valeurs limite à respecter sont celles de l'article 3.2.2</p>
<p>Constats : Le réseau de captation du biogaz et la torchère sont contrôlés et entretenus par la société EIRA Environnement tous les mois. La quantité de biogaz collecté est relevée à chacune de leur intervention.</p> <p>Un rapport est émis après chaque intervention. Le dernier rapport (août 2023), consulté en séance, comporte des observations. Celles-ci sont traitées soit par les agents du site soit par EIRA (tant que les interventions ne nécessitent pas de soudure qui nécessite un prestataire extérieur spécialisé).</p> <p>Le suivi de la composition du biogaz est assuré par la société DEKRA. Tous les paramètres imposés sont suivis mensuellement.</p>
<p>Observations :</p> <p>- justifier la prise en compte des observations émises par EIRA dans son rapport d'août 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Unité de traitement du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 3.2.2 et 10.2.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets à l'atmosphère
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Chaque équipement d'élimination du biogaz est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le temps de fonctionnement, et le débit de biogaz traité (mesuré simultanément avec la température, la pression et la teneur en O ₂). Les gaz de combustion de la torchère doivent être portés à une température minimale de 900°C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. Les résultats de mesure sont rapportés aux conditions normales de température et de pression ; température de 273 Kelvin pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11% sur gaz sec. Les rejets atmosphériques de la torchère doivent respecter les seuils suivants : CO < 150 mg/Nm ³ SO ₂ < 300 mg/Nm ³ , si flux supérieur à 25kg/h
Constats : La torchère est équipée d'un dispositif de mesure en continu de son temps de fonctionnement (5 498 584 heures au compteur relevé lors de l'inspection). La température de combustion est également mesurée en continu. Les relevés effectués par l'exploitant montrent le respect des 900°C depuis la mise en place de l'horloge permettant un fonctionnement sur une période plus courte de la torchère. La torchère étant à l'arrêt durant l'inspection, aucun relevé de température n'a été effectué. Les lampes du panneau de contrôle (alarmes) ont été testées avec succès. Les derniers résultats de mesure des rejets date de 2022. Les VLE sont respectées. La prochaine campagne est prévue en octobre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 10.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Cartographie des émissions diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée: Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables dans les nouveaux casiers, l'exploitant réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place. Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.

Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.
<p>Constats : La dernière campagne de mesures des émissions diffuses de biogaz a été réalisée le 10 mai 2022 par la société VALO CONSULT (rapport n°22VAL003 du 18/05/2022). Elle a mis en évidence des points d'émission au niveau de la base des têtes de puits de dégazage des puits 4 et 6 du casier 1.</p> <p>Ces 2 puits auraient donc dû faire l'objet de travaux de reprise d'étanchéité avant fin novembre 2022.</p> <p>Ces travaux n'ayant pas été réalisés, l'exploitant doit prendre toutes ces dispositions pour que ceux-ci soient réalisés dans un délai n'excédant pas 3 mois.</p> <p>Une nouvelle campagne des émissions diffuses doit par ailleurs être effectuée avant mai 2024.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Données météorologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 10.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan hydrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent • la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ; • les quantités d'effluents rejetés ; <p>Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les données météorologiques sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Elles comportent la pluviométrie, la température, l'ensoleillement, l'évaporation, l'humidité relative de l'air et la direction et force des vents. Ces données météorologiques, à défaut d'instrumentation sur site, sont recherchées auprès de la station météorologique locale la plus représentative du site.</p>
<p>Constats : Le registre a été présenté en séance. Celui-ci comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la hauteur des lixiviats dans le bassin, relevée tous les jours, - le débit des effluents sortant (donnée issue du rapport mensuel de SUEZ - entretien de la station de traitement). <p>La hauteur d'eau dans les puits n'est pas relevable. En effet, le suivi du site ne comprend pas de relevé de la hauteur dans les puits de collecte des lixiviats car les casiers du site et les équipements de collecte des lixiviats n'ont pas été prévus pour permettre le suivi de la hauteur des lixiviats de manière directe. En effet, le casier 3 reste antérieur à l'arrêté ministériel du 15 février 2016, ces dispositions n'avaient donc pas été intégrées dans le cahier des charges des travaux de création. Toutefois, le système de collecte des lixiviats en fond de casier est constitué</p>

de drains PEHD crépinés sur toute leur longueur limitant les risques de colmatage. Le bon fonctionnement du réseau de collecte des lixiviats fait l'objet d'un suivi journalier du niveau de lixiviats dans le bassin de collecte et du débit entrant dans la station de traitement du site. Ce suivi permet de relever toutes variations alarmantes sur la quantité de lixiviats captée, non corrélées aux précipitations.
Le registre des données météo a également été présenté. Celui-ci comprend les différentes données attendues issues de la station météo de La Bourboule (sauf pour ce qui concerne la température et l'ensoleillement qui sont relevés sur site).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Gestion de lixiviats produits sur site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 4.3.2.1 et 4.3.8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.3.2.1. Drainage, collecte et stockage des lixiviats</p> <p>L'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu de façon à limiter la charge hydraulique de préférence à 30 cm, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante mesurée au droit du regard et par rapport à la base du fond du casier et de façon à permettre l'entretien et le contrôle du bon fonctionnement des drains.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour vérifier le respect de cette limite.</p> <p>Des équipements de collecte et de stockage avant traitement des lixiviats sont réalisés pour chaque catégorie de déchets faisant l'objet d'un stockage séparatif sur le site. Les lixiviats sont collectés dans un ou des bassins adaptés correctement dimensionnés d'une capacité totale d'au minimum 350 m³, puis de 1000 m³ après mise en service des casiers 3 et 4.</p> <p>4.3.8.2. Traitement des lixiviats</p> <p>Les lixiviats collectés sont traités sur site par une installation capable d'atteindre les performances fixées à l'article 4.3.9.1 avant d'être rejetés dans la Dordogne via son affluent le ruisseau « Les Balusseaux ». L'exploitant met en place un dispositif de comptage des lixiviats produits. Un relevé mensuel est consigné dans un registre, tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas de dysfonctionnement de la station de traitement, le traitement des lixiviats dans une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle ou le raccordement à une telle station, pourra être envisagé à condition que celle-ci soit apte à traiter les lixiviats dans de bonnes conditions et sans nuire à la dévolution des boues d'épuration. Ce mode de traitement est subordonné à une information préalable du préfet. Le cas échéant, une convention de rejet est établie entre le gestionnaire de la station et l'exploitant de l'installation de stockage afin de préciser les conditions techniques et financières du déversement des lixiviats dans le réseau d'assainissement. Sont interdits la dilution des lixiviats et l'épandage des lixiviats.</p> <p>Constats : La lagune de récupération des lixiviats produits sur site a un volume de 350 m³ (le casier 4 n'a jamais été mis en service).</p> <p>Celle-ci a été curée il y a 2 ans mais doit faire l'objet d'une nouvelle opération de curage avant fin 2023 suivant les recommandations de SUEZ (en charge de l'entretien de la station).</p> <p>L'encrassement plus rapide de la station est potentiellement corrélé aux apports de lixiviats de La Taupe.</p>

Le volume des lixiviats entrant dans la lagune (donc produit sur site) est suivi par un débitmètre. Les relevés sont consignés dans les rapports mensuels émis par SUEZ.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 4.3.9.1, 4.3.9.2, 10.2.2.1 et 10.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites et surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Cf. 4.3.9.1 pour les VL de rejets de lixiviats Cf. 4.3.9.2 pour les VL de rejets des eaux de ruissellement</p> <p>Article 10.2.2.1 Suivi des eaux de ruissellement L'ensemble des paramètres sont analysés chaque semestre, ainsi que le pH et la conductivité ; Les paramètres Cu et ZN seront analysés chaque trimestre ; Leur volume est également déterminé au minimum une fois par semestre.</p> <p>Article 10.2.2.2 Suivi des rejets de lixiviats par l'exploitant Cf. tableau pour la fréquence des prélèvements d'échantillons et des analyses</p>
Constats : Les VL imposées aux articles 4.3.9.1 et 4.3.9.2 sont respectées sur 2022 et 2023. La périodicité des mesures est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Bilan environnement annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 10.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GERE – données 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets traités à l'intérieur de l'établissement.</p> <p>L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : La déclaration GERE réalisée au titre de 2022 n'intègre pas le traitement des 134,72 tonnes de lixiviats produit sur le site de La Taupe.
L'exploitant doit fournir sous 3 mois à l'inspection les données corrigées en ce sens.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Recueil des fiches d'information préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée: <p>Les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les matériaux non dangereux de même nature provenant d'autres origines sont soumis à la seule procédure d'information préalable définie au présent article ainsi qu'à la production de l'attestation du producteur telle que définie à l'article précédent. Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet.</p> <p>Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant.</p> <p>L'information préalable contient les éléments nécessaires à la caractérisation de base définie au point 1 de l'annexe III. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires. L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, dans ce recueil les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'un déchet.</p>
Constats : Historiquement, ces déchets étant internes au SMCTOM, ils ne faisaient pas l'objet de fiche d'identification préalable. Avec le déploiement de la nouvelle gestion des FIP, ces déchets sont donc passés au travers des contrôles du VALTOM car non identifiés dans l'historique des FIP. <p>Cependant, le VALTOM précise que des contrôles à réception étaient effectués et que les déchets concernés uniquement des déchets de gravats et encombrants en provenance des déchetteries du SMCTOM.</p> <p>En tout état de cause, les FIP pour les DND ne sont plus nécessaires depuis l'arrêt d'exploitation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 30
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles à réception
Point de contrôle déjà contrôlé :

<ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : I. - Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec l'article 28 ou d'un certificat d'acceptation préalable en conformité avec l'article 29 en cours de validité ; - vérifie, le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ; - réalise une pesée ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement, et un contrôle de non-radioactivité du chargement. Pour certains déchets, ces contrôles sont pratiqués sur la zone d'exploitation préalablement à la mise en place des déchets, selon les modalités définies par l'arrêté préfectoral d'autorisation ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.
Constats : Avant le 31/12/2022 et l'arrêt de l'exploitation de l'ISDND, une personne était présente sur la zone d'exploitation et contrôlait une fois par jour au moins la qualité des apports.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Registres
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions, un registre des refus et un registre des documents d'accompagnement des déchets (information préalable et résultats de caractérisation de base ou du contrôle de conformité). En complément des prescriptions générales applicables aux registres des installations de traitement de déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions, pour chaque véhicule apportant des déchets : - le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et contrôle des documents d'accompagnement des déchets) ; - la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif du refus.
Constats : L'exploitation de l'ISDND s'est achevée le 31/12/2022. Pour ce qui concerne les apports de déchets contenant de l'amiante liée, un contrôle est effectué à chaque déchargement (apport sur prise de RDV). Les agents sont nécessairement présents et procèdent eux-mêmes au déchargement afin de vérifier le conditionnement. En cas de défaut, les déchets sont refusés et le refus consigné.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice avec le SDIS
Point de contrôle déjà contrôlé: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Le dispositif de lutte contre l'incendie comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none">• une réserve d'eau incendie de 150 m³ reliée au réseau d'eau potable alimente une borne incendie capable de fournir un débit de 120 m³ sur 2 heures.• un bassin de 2 500 m³ avec un volume disponible de 200 m³, accessible en toute circonstance aux véhicules des services d'incendie et de secours et équipés d'un branchement gravitaire, utilisable par les pompiers en toute période de l'année. Une signalisation sera mise en place à cet effet.
Constats : Un exercice avec le SDIS est nécessaire afin d'évaluer les équipements du site (bassin, vannes). Le VALTOM a indiqué que les pompiers de la caserne locale devaient venir sur le site de Saint-Sauves d'ici la fin de l'année. Cet exercice doit permettre au VALTOM d'établir une procédure de gestion du volume d'eau dans le bassin tampon des eaux pluviales.
Observations : <ul style="list-style-type: none">- Réaliser un exercice incendie avec le SDIS afin de tester les équipements du site,- Établir une procédure de gestion du volume d'eau dans le bassin tampon des eaux pluviales.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet